



Conseil économique et social

Distr. générale
11 mai 2017
Français
Original : anglais/français

Session de 2017

28 juillet 2016-27 juillet 2017

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentations de candidatures,
confirmations et nominations**

Nomination de 24 experts au Comité d'experts de l'administration publique

Note du Secrétaire général

1. En application de sa résolution 2001/45, le Conseil économique et social doit examiner les candidatures de 24 experts qui ont été présentées par le Secrétaire général, lesquels siégeront au Comité d'experts de l'administration publique à titre personnel pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2021. La liste des noms des 24 personnes dont les candidatures sont présentées par le Secrétaire général, ainsi que leurs notices biographiques, figure ci-dessous.

2. En vertu de la résolution 68/1 de l'Assemblée générale, en date du 20 septembre 2013, le Conseil économique et social a réaménagé son programme de travail, qui court désormais de juillet à juillet. Pour faciliter les travaux du Comité, le Secrétaire général recommande d'ajuster le mandat de ses membres et de le faire aller du 1^{er} août au 31 juillet, plutôt que du 1^{er} janvier au 31 décembre, comme c'est le cas pour l'instant.

3. Si le Conseil prenait une décision en ce sens, le mandat des 24 experts devrait être ramené, à titre exceptionnel, à une durée de 3 ans et sept mois, pour commencer le 1^{er} janvier 2018 et se terminer le 31 juillet 2021. Le prochain mandat commencerait le 1^{er} août 2021 et se terminerait le 31 juillet 2025 (quatre ans).



Linda Bilmes (États-Unis d'Amérique)

[Original : anglais]

Linda J. Bilmes est une éminente spécialiste de la budgétisation et des finances publiques. Elle est membre à temps complet du personnel enseignant de l'Université Harvard, où elle dispense des cours de finances publiques, de finances locales et de budgétisation. Elle dirige la formation en finances publiques proposée par l'Université aux membres du Congrès et aux maires des États-Unis nouvellement élus. M^{me} Bilmes a été nommée deux fois Sous-Secrétaire et Directrice financière du Département du commerce par le Sénat des États-Unis. Elle siège actuellement au National Park System Advisory Board du Département de l'intérieur après y avoir été nommée par le Président. Elle fait partie des conseils d'administration de l'Institute for Veterans and Military Families à l'Université de Syracuse et d'Economists for Peace and Security, un organisme de renom consacré à la promotion de solutions autres que militaires aux problèmes mondiaux. Le Professeur Bilmes a écrit et coécrit de nombreux ouvrages, chapitres et articles sur le coût de la guerre, l'importance des terrains publics, de la protection de l'environnement et de la finance. Elle a publié « Total Economic Valuation of the National Park Service Lands and Programs » (2016), qui a attribué pour la première fois une valeur économique aux biens des parcs nationaux des États-Unis. Son travail est paru dans plusieurs journaux, magazines et autres publications de premier plan. En 2008 elle a reçu la récompense Speaking Truth to Power de la part de l'American Friends Service Committee. Par le passé, elle a travaillé en tant qu'experte principale à Londres, Madrid et Moscou avec une entreprise internationale de conseil de gestion. Elle est membre du Council on Foreign Relations et chargée de recherche de la National Academy of Public Administration, organismes tous deux sis aux États-Unis. Titulaire d'un diplôme de premier cycle et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université Harvard, elle a aussi enseigné et étudié à l'Université Oxford au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Geert Bouckaert (Belgique)

[Original : anglais]

Geert Bouckaert est Professeur au KU Leuven Public Governance Institute à la KU Leuven University, à Louvain (Belgique) depuis 1996. Il a été Président du Groupe européen pour l'administration publique et il est actuellement Président de l'Institut international des sciences administratives. Il a écrit et coécrit de nombreux ouvrages, notamment *Public Management Reform, A Comparative Analysis: Into the Age of Austerity* et *Performance Management in the Public Sector*. M. Bouckaert a été professeur invité de plusieurs universités dont l'Université Bocconi à Milan (Italie), et l'Université de Potsdam (Allemagne). Il a mené de vastes travaux de recherche sur la gouvernance dans le secteur public aux niveaux nationaux et infranationaux en mettant l'accent sur les réformes, la performance, la confiance, les organismes publics, les systèmes d'information et les cycles financiers. M. Bouckaert est membre de plusieurs comités de rédaction de revues internationales d'administration publique. Il a été nommé plusieurs fois docteur *honoris causa* et il a reçu l'Anneliese Maier Research Award de l'Alexander von Humboldt Foundation. Il conseille l'Organisation de coopération et de développement économiques et plusieurs gouvernements quant à leurs initiatives de réforme.

Upma Chawdhry (Inde)

[Original : anglais]

Cadre supérieure de la fonction publique du Gouvernement indien, Upma Chawdhry occupe des postes de haut niveau depuis 1983 au sein du Gouvernement indien et du Gouvernement provincial d'Himachal Pradesh, le dernier en date étant celui de Vice-Secrétaire générale de ce gouvernement. Il y a peu, elle a été la première femme nommée directrice du Lal Bahadur Shastri National Academy of Administration à Mussoorie, la principale institution de formation pour la fonction publique supérieure en Inde, et elle s'occupe de questions de politique et d'administration publiques.

Cristina Duarte (Cabo Verde)

[Original : anglais]

Cristina Duarte a 30 ans d'expérience professionnelle, principalement à des postes de direction, dont certains de haut niveau, au sein du Gouvernement et dans le secteur privé. Elle a été au service du Gouvernement caboverdien en tant que Ministre des finances, de la planification et de l'administration publique de 2006 à 2016. Avant cela, elle dirigeait un programme de réforme sur le développement du secteur privé et la compétitivité. Dans le secteur privé, elle a gravi les échelons et est devenue Vice-Présidente, cadre nationale supérieure et Directrice des services bancaires aux entreprises et des investissements d'une importante banque d'investissement international en Angola. En 2015, elle a brigué la présidence de la Banque africaine de développement et est arrivée au dernier tour après avoir été deuxième aux trois premiers tours parmi huit candidats masculins. Lorsqu'elle était Ministre des finances et de la planification, M^{me} Duarte a appliqué un programme de réforme du système de gestion des finances publiques, qui figure parmi les réussites de Cabo Verde dans le cadre de la récompense All Africa Public Sector Innovation Awards de 2013. En tant que Ministre elle a aussi mis en œuvre un système de planification national à Cabo Verde, dans le cadre duquel le Parlement a approuvé la législation fondée sur des principes tels que la gestion axée sur les résultats, les programmes de budgétisation, les cadres fiscaux à moyen terme, les cadres de dépenses à moyen terme, et le suivi et l'évaluation.

Geraldine Joslyn Fraser-Moleketi (Afrique du Sud)

[Original : anglais]

Geraldine Joslyn Fraser-Moleketi est l'ancienne Envoyée spéciale sur le genre à la Banque africaine de développement. Dans ce cadre, elle a mené une stratégie d'incorporation des questions de genre dans les politiques et les opérations de la Banque, en faisant une institution de référence sur l'égalité des sexes en Afrique. Elle était auparavant Directrice du Groupe de la gouvernance démocratique du Programme des Nations Unies pour le développement, et a mené des activités dans plus de 170 pays, appuyées depuis six Centres de services régionaux. Elle a accompli deux mandats consécutifs de Ministre de la fonction publique et de l'administration au Gouvernement sud-africain. Dans le cadre de ces fonctions, elle a créé un corps de hauts fonctionnaires au sein de la fonction publique sud-africaine, supervisé un examen d'ensemble du régime de rémunération de la fonction publique, relancé la stratégie « Batho Pele » au sein de la fonction publique et mis sur pied le Government Employees Medical Scheme et la Public Administration Leadership and Management Academy. Elle a aussi présidé, pour

trois mandats consécutifs, la Conférence panafricaine des ministres de la fonction publique et a travaillé sur les organismes intergouvernementaux à l'échelle mondiale et en Afrique. Quand elle était Ministre de la fonction publique et de l'administration, elle a été membre du Comité d'experts de l'administration publique de l'Organisation des Nations Unies. Lorsqu'elle était Ministre pour la protection sociale et l'évolution de la population du premier Gouvernement démocratique de l'Afrique du Sud, elle a présenté les livres blancs du Gouvernement sur l'aide sociale (1997) et la politique démographique (1998) au Parlement, a travaillé sur l'établissement et la mise en œuvre de la Child Support Grant et a présidé l'équipe ministérielle sur les enfants et les jeunes à risque. Elle a été Ministre adjointe à l'aide sociale et a coordonné les préparatifs du pays en vue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing en 1995. M^{me} Fraser-Moleketi a aussi été Directrice adjointe de la délégation sud-africaine à la Conférence et a représenté l'Afrique du Sud au Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en 1995. En outre, elle a été membre du Parlement sud-africain pendant trois mandats consécutifs, de 1994 jusqu'à sa démission en septembre 2008, et a été membre de l'Assemblée constituante et de plusieurs sous-comités chargés d'élaborer la Constitution sud-africaine adoptée le 8 mai 1996. Elle a fait partie du Comité de gestion de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique et a été Coordinatrice nationale adjointe de la Commission électorale nationale de l'African National Congress en préparation des premières élections démocratiques du pays. Membre de plusieurs comités d'organisations universitaires et gouvernementales et d'organisations relatives au développement, M^{me} Fraser-Moleketi traite de questions ayant trait à la jeunesse, à l'autonomisation des femmes, au développement des capacités et à l'éducation, à la gouvernance et à l'éradication de la pauvreté. Elle est chargée de recherche à l'Institute of Politics de la Kennedy School of Government de l'Université Harvard et est titulaire d'un master en administration. Elle a été nommée New African Woman of the Year de 2016 et l'Université métropolitaine Nelson Mandela à Port Elizabeth (Afrique du Sud) l'a nommée docteur *honoris causa* en philosophie.

Ali Hamsa (Malaisie)

[Original : anglais]

Ali Hamsa est Secrétaire général du Gouvernement malaisien depuis juin 2012 et accomplit actuellement son deuxième mandat consécutif de Président de la Commonwealth Association for Public Administration and Management. Il a commencé sa carrière administrative et diplomatique en tant que Sous-Secrétaire au Ministère du commerce et de l'industrie en 1981 avant de jouer des rôles stratégiques au sein du Groupe de planification de l'économie du Cabinet du Premier Ministre en tant que Directeur des dépenses et en tant que Directeur général adjoint du National Transformation and Advancement Programme. En 2009, il a été nommé premier Directeur général de la Public-Private Partnerships Unit. M. Hamsa est le Président de la Mass Rapid Transit Corporation desservant le grand Kuala Lumpur, de la High Speed Rail Corporation, de l'Institut malaisien pour l'intégrité et de Bintulu Port Holdings Berhad. Il copréside aussi la Special Taskforce to Facilitate Business in Malaysia. Il est à l'avant-garde de la mise en œuvre du système de logement des fonctionnaires de Malaisie et mène des activités en matière de développement économique régional en Malaisie en tant que membre du Comité des autorités chargées du développement de couloirs. Il dirige aussi l'initiative National Blue Ocean Strategy, une démarche collaborative intersectorielle aboutissant à des résultats ayant de fortes répercussions pour le pays. M. Hamsa est titulaire d'un diplôme de premier cycle (avec distinction) de l'Université de Malaya,

d'un master en économie et d'un doctorat en sciences et économie de l'environnement, tous deux de l'Oklahoma State University (États-Unis d'Amérique).

Paul Jackson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original : anglais]

En tant que Directeur des programmes à la British Academy, Paul Jackson supervise les travaux en sciences sociales réalisés à l'externe et à l'interne, qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable. Il est économiste politique et travaille principalement sur les conflits et la reconstruction après les conflits. Il étudie particulièrement les questions de décentralisation et de gouvernance, et c'est sa grande expérience de la Sierra Leone immédiatement après la guerre qui l'a amené à s'intéresser à l'analyse des conflits et à la réforme du secteur de la sécurité. Il a occupé le poste de Directeur du Global Facilitation Network for Security Sector Reform et est actuellement conseiller auprès du Governance and Social Development Resource Centre, poste grâce auquel il prend part à des débats sur des activités politiques diverses avec les organismes donateurs concernés, notamment le Royaume-Uni et plusieurs autres gouvernements européens, l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale. Jusqu'en juillet 2010, M. Jackson a également été Directeur de la School of Government and Society, où il a dirigé cinq facultés et près de 200 membres du personnel des départements de sciences politiques et d'études internationales, d'études des collectivités territoriales, de sociologie, d'études russes et européennes, et de développement international. Il est membre du Conseil d'administration de l'Institute for Conflict, Cooperation and Security, et membre de la Commission sur la cybersécurité et Président de la Commission des aumôniers de l'Université de Birmingham. M. Jackson a également travaillé dans différents pays pour le compte d'institutions telles que la Banque mondiale ou encore des organisations de la société civile locales, notamment au Bhoutan, en Chine, en Inde, en Iraq, au Népal, en Ouganda, au Rwanda, en Sierra Leone et au Zimbabwe, et en tant qu'évaluateur des programmes d'aide et analyste de la gouvernance et des conflits.

Bridget Katsriku (Ghana)

[Original : anglais]

Bridget Katsriku est une fonctionnaire ghanéenne et l'actuelle Présidente de la Commission de la fonction publique du Ghana. Elle est la première femme à occuper ce poste et la première Directrice de la Ghana AIDS Commission. Elle a occupé plusieurs postes dans la fonction publique au Ghana, notamment ceux de Directrice de la planification, du suivi et de l'évaluation des politiques, Directrice du Ministère de l'emploi et de l'aide sociale, et Directrice du Ministère du tourisme. Dans le cadre de ses fonctions, elle a dirigé et mené l'élaboration de politiques, notamment en lien avec le développement du tourisme, le travail et les relations entre les organisations non gouvernementales et le Gouvernement. Elle a également mené des réformes dans les services publics et prône l'innovation et moins de bureaucratie dans ce secteur. M^{me} Katsriku a gagné plusieurs récompenses : elle a notamment été nommée docteur *honoris causa* de l'Université du Ghana en 2016 pour l'excellence de son travail dans les services publics, a reçu un National Award

of the Order of the Volta en 2011 pour la qualité de sa contribution aux services publics, et s'est vu décerner le prix de Best Worker in the Civil Service en 2007.

Margaret Kobia (Kenya)

[Original : anglais]

Avant de devenir l'actuelle Présidente de la Commission de la fonction publique du Kenya, Margaret Kobia a été la première Directrice générale de la Kenya School of Government. En 2003, elle a rejoint l'Université de Strathmore à Nairobi en tant que maître de conférence en gestion, entrepreneuriat et méthodologie de recherche, tout en exerçant en tant que formatrice en gestion. Ses domaines de recherche sont notamment les réformes du secteur public et la formation à la gestion de la performance. En 2005, elle a été nommée Directrice et Présidente-Directrice générale de l'ancien Kenya Institute of Administration. En 2011, M^{me} Kobia a été nommée chargée de cours pour la qualité de son enseignement, de ses recherches et de ses publications, tout en restant Directrice du Kenyan Institute of Administration. Elle s'est vu décerner plusieurs récompenses, notamment l'Order of Grand Warrior, le First Class Order of Chief of Burning Spear, le Moran of the Golden Heart et le Commonwealth Gordon Draper Award 2010, pour ses qualités de décideur dans la fonction publique du Commonwealth. En 2014, elle a été élue Vice-Présidente de la Commonwealth Association of Public Administration and Management et, en 2015, elle a été nommée coprésidente de la Plateforme pour des institutions efficaces. Elle a également été rédactrice en chef du réputé *African Journal of Public Administration and Management* pendant cinq ans. M^{me} Kobia est titulaire d'un diplôme de premier cycle en enseignement de l'Université de Nairobi, d'un master en enseignement de l'Université de Kenyatta et d'un doctorat en enseignement des ressources humaines et en entrepreneuriat de l'Université de l'Illinois (États-Unis).

Nathalie Loiseau (France)

[Original : anglais]

Nathalie Loiseau a été nommée Directrice de l'École nationale d'administration de France en octobre 2012. Diplomate de carrière, elle a rejoint le Ministère des affaires étrangères en 1986, occupant différents postes à la Direction de la communication et de la presse, à la Direction d'Asie et à la Direction des Nations Unies. Elle a été en poste à Jakarta de 1990 à 1992 et a occupé le poste de conseillère technique auprès du Cabinet du Ministre des affaires étrangères de 1993 à 1995. Elle a également été en poste à Dakar de 1995 à 1999 et à Rabat de 1999 à 2002. M^{me} Loiseau a été Chef du Service de presse et de communication de l'Ambassade de France à Washington d'août 2002 à juillet 2007, Sous-directrice de la Direction de l'Afrique du Nord de 2007 à 2008 et Sous-directrice de la Direction de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de 2008 à 2009 au Quai d'Orsay, et Directrice des ressources humaines au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères de 2009 à 2011. En novembre 2011, elle a été nommée à la tête de la Direction générale de l'administration et de la modernisation du Ministère des affaires étrangères. En tant que Directrice de l'École nationale d'administration, M^{me} Loiseau a donné plusieurs conférences sur la bonne gouvernance et l'administration publique, en France, au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques, mais aussi à l'étranger, notamment en Autriche, à Bahreïn, au Brésil, en Bulgarie, en Chine, en Croatie, aux États-Unis, au Japon, au Maroc, en République de Corée et en Tunisie. Pendant plusieurs années, elle a été Vice-Présidente de l'Association internationale des écoles et instituts

d'administration et est actuellement membre de l'Institut international des sciences administratives. Elle est également l'auteur de deux livres et de plusieurs articles.

Ma Hezu (République populaire de Chine)

[Original : anglais]

Ma Hezu est Directeur général adjoint du Département de la coopération internationale au Ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale, qui s'occupe de la gestion des ressources humaines nationales, de la sécurité sociale et de la fonction publique en Chine. Depuis 2014, M. Ma est responsable de la gestion des fonctionnaires internationaux de nationalité chinoise et des traités internationaux dans les domaines des ressources humaines et de la sécurité sociale. Actuellement, en sa qualité de négociateur en chef, il préside les négociations bilatérales sur la sécurité sociale entre la Chine et d'autres pays. Depuis 18 ans, M. Ma est très actif dans les domaines de la gestion des fonctionnaires et des agents publics de nationalité chinoise, du travail et de la sécurité sociale. Il a également acquis une vaste expérience en matière de coopération internationale. En 2014, il a été membre des délégations chinoises à Genève chargées d'examiner les rapports sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. De 2009 à 2014, M. Ma a travaillé au Département juridique du Ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale. Au cours de cette période, il a participé à la révision des lois sur la prévention et le contrôle des maladies professionnelles, sur la sécurité au travail et sur l'assurance du personnel militaire. Il a également participé à l'inspection de l'application des lois sur les contrats de travail et la protection des droits et des intérêts des femmes. De 2008 à 2009, il a été chargé de la gestion du personnel des institutions publiques relevant du Ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale et, de 2001 à 2008, a travaillé au Département du personnel et de l'éducation du Ministère du personnel, où il était responsable de la formation, des traitements et du bien-être. De 1999 à 2001, dans le cadre d'un programme de formation de jeunes fonctionnaires, il a été stagiaire à l'Académie chinoise de gouvernance. En décembre 2016, M. Ma a été nommé au Comité d'experts de l'administration publique à la suite de la démission d'un autre membre dont il assurera les fonctions jusqu'à la fin du mandat initial.

Louis Meuleman (Royaume des Pays-Bas)

[Original : anglais]

Louis Meuleman travaille à la Commission européenne à Bruxelles en tant que coordonnateur de l'examen de la mise en œuvre des politiques environnementales et du verdissement de la gouvernance économique et sociale de l'Union européenne. Également universitaire, il publie des articles sur la métagouvernance de la durabilité et la gestion publique. Il est professeur invité au Public Governance Institute de l'Université de Louvain (Belgique), associé principal de recherche au Center for Governance and Sustainability de l'Université du Massachusetts à Boston (États-Unis), associé de recherche à l'Université de Wageningen (Pays-Bas), et membre du comité de rédaction d'*Impact Assessment and Project Appraisal*. Il est membre de l'International Association for Impact Assessment, de l'European Sustainable Development Network et de l'Association néerlandaise de gestion publique. Il jouit d'une expérience de 35 ans en gestion du secteur public et sur les questions sous-nationales, nationales, régionales et internationales, principalement

en relation avec l'environnement et le développement durable, domaines dans lesquels il a travaillé en tant que gestionnaire de projet, de programme et des opérations. En tant que Directeur du projet TransGov de l'Institute for Advanced Sustainability Studies de Postdam (Allemagne) de 2010 à 2011, il a établi un rapport intitulé « Transgovernance: the Quest for Sustainability Governance » et a édité *Transgovernance: Advancing Sustainability Governance* (2013). Il a également été Directeur du Conseil consultatif néerlandais pour la recherche sur l'aménagement du territoire, la nature et l'environnement à La Haye, et Président de l'Association néerlandaise de gestion publique. M. Meuleman est l'auteur de plusieurs publications, notamment une thèse de doctorat intitulée « Public Management and the Metagovernance of Hierarchies, Networks and Markets » (2008) et une étude de cas pratique intitulée *The Pegasus Principle: Reinventing a Credible Public Sector* (2003). Il a coédité *Environmental Governance in Europe* (2003) et est l'auteur d'ouvrages, de chapitres d'ouvrages et d'articles sur la politique de l'environnement, la prise de décisions interactive, la métagouvernance, la gouvernance de la prise de décisions à long terme, la diversité culturelle et la gouvernance de la durabilité. Il est titulaire d'un doctorat en administration publique et d'un master en biologie environnementale.

Joan Mendes (Trinité-et-Tobago)

[Original : anglais]

Joan Mendez a rejoint la fonction publique en 1987 en tant que formatrice et conseillère en ressources humaines après avoir enseigné pendant six ans dans le secondaire. De 1999 à 2007, M^{me} Mendez était Directrice des ressources humaines dans différents ministères. Parmi ses principales réussites dans le cadre de ses fonctions ministérielles on dénombre la mise au point de systèmes d'information des ressources humaines, la création d'une division de la gestion des ressources humaines, l'élaboration de programmes de formation et de plans de développement, la création et la mise en œuvre d'initiatives relatives à la gestion du changement et à la gestion stratégique et l'exécution d'un programme de services sociaux à l'intention du personnel. De 2007 à 2012, M^{me} Mendez était Vice-Secrétaire permanente au Ministère des affaires étrangères et elle était chargée des questions administratives et financières et des questions relatives aux ressources humaines. En 2012, M^{me} Mendez a été nommée au poste de Secrétaire permanente au Cabinet du Premier Ministre, où elle s'est acquittée de tâches techniques et de responsabilités en matière de gestion pour le Ministre d'État de l'époque. En mai 2015, elle a été désignée pour exercer les fonctions de Secrétaire permanente du Premier Ministre et de Directrice de la fonction publique. Elle a apporté un soutien en termes de gestion et un appui technique au Premier Ministre et s'est chargée de faciliter la transition gouvernementale à l'issue des élections générales. À présent, M^{me} Mendez est Secrétaire permanente au Ministère de l'administration publique, où certains de ses projets et initiatives en cours comprennent, entre autres, la planification et la restructuration stratégiques, l'application du nouveau régime des marchés publics et la mise au point de stratégies relatives à l'informatique et aux communications ainsi qu'à la communication et l'élaboration de politiques, de projet de planification et de développement en matière de ressources humaines au service de la fonction publique.

Linus Toussaint Mendjana (Cameroun)

[Original : français]

Monsieur Linus Toussaint Mendjana, Directeur général actuel de l'École nationale d'administration et de magistrature, a été nommé à ce poste le 13 mars 2012 par le Président du Cameroun. Titulaire d'une licence en droit public et d'une maîtrise en sciences politiques, obtenues respectivement à l'Université de Yaoundé et à l'Université de Yaoundé 2, M. Mendjana est également diplômé de l'école qu'il a la lourde charge de diriger aujourd'hui. Après sa sortie de l'École nationale, il a été affecté à la cellule juridique au Ministère de l'administration territoriale en 1987. En 1988, il a été nommé adjoint préfectoral du département du Dja et Lobo à Sangmelima. De 1991 à 2001, il a été successivement nommé Sous-Préfet dans six arrondissements avant de rejoindre en 2003 la présidence de la République, où il a occupé tour à tour les fonctions d'attaché et de chargé de missions. En 2003, 2005 et 2009, M. Mendjana a représenté la présidence de la République à la Conférence africaine de la décentralisation au Mozambique, à Yaoundé et à Addis Abeba. Il a été membre du Conseil de discipline financière et budgétaire au Ministère chargé du contrôle supérieure de l'État entre 2010 et 2012. Il a également pris part à la Conférence parrainée par l'Union africaine sur le projet de convention africaine sur la coopération transfrontalière en Éthiopie. M. Mendjana a, pour des raisons professionnelles liées aux domaines de gouvernance et d'administration publique, effectué des visites dans plus de 20 pays.

Gregorio Montero (République dominicaine)

[Original : anglais]

Après avoir été Vice-Ministre de l'administration publique, M. Montero est actuellement Secrétaire général du Centre latino-américain d'administration pour le développement. Il est Professeur d'études universitaires de premier et de deuxième cycles dans des centres d'enseignement tels que l'Université autonome de Saint-Domingue, l'Universidad Iberoamericana, l'Universidad Pedro Henríquez Ureña, l'Universidad Tecnológica de Santiago et l'Institut national d'administration publique. M. Montero était auparavant conférencier international et a présenté des exposés dans tous les pays d'Amérique latine, ainsi qu'à Antigua-et-Barbuda, en Espagne et à Porto Rico. Il a été consultant pour plusieurs organisations internationales telles que l'Union européenne et la Banque interaméricaine de développement. Il s'est aussi porté auteur et coauteur de plusieurs propositions de loi dans son pays, telles que la loi relative à la fonction publique, la loi organique relative à l'administration publique, la loi relative à la santé et la loi relative à la procédure administrative. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages ayant trait à l'État et à l'administration publique, dont le plus important est *Régimen Jurídico y Profesionalización de los Funcionarios Públicos*, qui a été revu et augmenté en 2015.

Lamia Moubayed Bissat (Liban)

[Original : anglais]

Lamia Moubayed Bissat est Présidente de l'Institut des finances Basil Fuleihan au Ministère libanais des finances. Elle enseigne à l'Institut des sciences politiques de l'Université Saint Joseph (Beyrouth) et est une économiste du développement titulaire d'un master de l'American University of Beirut. M^{me} Moubayed a travaillé dans le secteur privé en qualité d'économiste et de chef

de projet; elle a aussi travaillé pour des organismes des Nations Unies, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Elle s'attache actuellement à mener l'Institut à dispenser une formation en gestion des finances publiques et à proposer des services de renforcement des capacités ainsi que des conseils pratiques en formation de capital humain et en renforcement institutionnel au Gouvernement libanais et à d'autres organismes publics dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. M^{me} Moubayed est membre du Conseil de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration depuis 2016. Membre fondateur du réseau de recherche de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en 2013, elle est depuis 2006 Présidente et membre fondateur du Governance Institutes Forum for Training in the Middle East and North Africa region, un réseau de centres de formation de la fonction publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Elle est membre du Comité régional d'experts sur la passation de marchés publics de la Banque mondiale depuis avril 2013. M^{me} Moubayed a écrit et coécrit de nombreuses publications et est membre du Comité consultatif du journal partiellement évalué par les pairs *Assadissa*, une revue de finance publique et d'édification de l'État. Elle a reçu de nombreuses récompenses, notamment la distinction française de la Légion d'honneur en 2015 et de l'Ordre national du Mérite en 2004, en raison de sa contribution notable à l'établissement de liens de coopération entre la France et le Liban et de son attachement à l'édification de l'État et aux valeurs d'une fonction publique neutre et impartiale.

Jurac Nemec (Slovaquie)

[Original : anglais]

Juraj Nemec est Professeur à temps complet de finances publiques et de gestion publique à la faculté de sciences économiques et d'administration à l'Université Masaryk à Brno (Tchéquie), et Professeur à temps partiel à la faculté d'économie à l'Université Matej Bel à Banská Bystrica (Slovaquie); il possède une expérience de 35 ans dans l'enseignement aux niveaux du premier et du deuxième cycle et au niveau du doctorat. En 2016, il a été élu Président du Network of Institutes and Schools of Public Administration in Central and Eastern Europe. Depuis 2013, il est le Vice-Président de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration et le Directeur de projet du groupe de travail permanent de l'Association. Vice-Président régional de l'International Research Society for Public Management de 2010 à 2017 et membre du Comité d'accréditation de l'European Association for Public Administration Accreditation jusqu'en 2015, il est à présent membre du conseil de cette association. Il représente la République slovaque dans le Groupe d'experts indépendants sur la Charte européenne de l'autonomie locale lié au Conseil de l'Europe. M. Nemec a publié plus de 400 livres et articles scientifiques dans ce domaine et a occupé plusieurs postes universitaires, notamment celui de Doyen de la Faculté de finance. En 2010, il a reçu le NISPAcee Alena Brunovska Award pour ses travaux de recherche. En 2016 il a reçu le Prix DC Stone, qui honore un chercheur international distingué qui a contribué à l'avancement du bien-être de l'AIEIA. M. Nemec possède aussi une compétence d'expert approfondie en matière de conseil dans divers pays en transition. Lors de ses interventions en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en ex-République yougoslave de Macédoine, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kosovo, au Monténégro, en République de Moldova, en Roumanie, en Serbie et en Ukraine il a mené des activités dans le domaine de la passation de marchés publics et a fourni une assistance en matière de renforcement et de développement des institutions. En sa qualité de conseiller principal auprès des Gouvernements slovaque et tchèque, il a

appuyé tous les échelons de l'administration publique dans les domaines de la réforme de l'administration publique, de la réforme du système de santé et de l'amélioration des systèmes de passation des marchés publics, avant et après leur accession à l'Union européenne. Dans le cadre de ces attributions, il a contribué à élaborer le premier projet de loi relative à la passation des marchés publics en Slovaquie.

Katarina Ott (Croatie)

[Original : anglais]

Katarina Ott est Directrice de l'Institut des finances publiques à Zagreb depuis 1991 et Professeur à la faculté de mathématiques et à la faculté de sciences politiques de l'Université de Zagreb depuis 2009; elle enseigne l'économie du secteur public, le fédéralisme fiscal et les transformations économiques et institutionnelles induites par l'Union européenne. On dénombre parmi ses principaux domaines d'intérêt les relations entre gouvernement et économie, et notamment les réformes du budget, du secteur public et de l'administration publique, les finances locales, l'économie souterraine et l'intégration à l'Union européenne et en particulier la transparence du secteur public, la responsabilité d'État et la participation citoyenne. Elle a dirigé des projets et publié des articles dans le domaine de l'économie du secteur public (en particulier sur la transparence budgétaire des gouvernements locaux, la participation de la population à la politique fiscale et aux procédures budgétaires, l'intégration à l'Union européenne, les coûts administratifs et les coûts de mise en conformité des réformes de l'imposition et de l'administration fiscale) et s'est employée à élaborer des guides à l'intention des citoyens sur les questions de budgets nationaux et infranationaux. Depuis 2014, elle représente l'Institut des finances publiques au sein de la Global Initiative for Fiscal Transparency; depuis 2012 elle est membre du Conseil de l'Open Government Partnership pour la Croatie; depuis 2011 elle est membre du Comité directeur du Global Civil Society Movement for Budget Transparency, Accountability and Participation et représente l'Europe dans ce cadre; enfin, depuis 2006, elle participe à l'Open Budget Survey de l'International Budget Partnership. Elle était membre du Conseil économique du Président croate, des commissions nationales pour la réforme des pensions et le développement des îles et des comités de gestion de la Caisse de retraite croate et de l'Université de Zagreb.

Regina Silvia Viotto Monteiro Pacheco (Brésil)

[Original : anglais]

Regina Silvia Viotto Monteiro Pacheco est une spécialiste du renforcement des capacités nationales et de la réforme de l'administration publique axés particulièrement sur les directeurs et les chefs d'administration du secteur public. Depuis 2009, elle est en charge du Master en politique publique et en gestion des affaires publiques à l'École de commerce de la Fondation Getúlio Vargas, où elle est aussi professeur à temps complet depuis 1990. Le programme de master est le premier programme brésilien en son genre qui vise au renforcement des capacités professionnelles dans le domaine des affaires publiques. En 2014, le programme a été pleinement validé par l'Association internationale des écoles et instituts d'administration au vu des normes élaborées par l'Organisation des Nations Unies. Entre 1995 et 2002, M^{me} Pacheco était aussi Présidente de l'École nationale de l'administration publique, une instance chargée de former des dirigeants et des fonctionnaires destinés à travailler pour le Gouvernement fédéral au Brésil. Pendant

les huit années qu'a duré la présidence de M^{me} Pacheco, l'École nationale a dispensé un enseignement à environ 132 000 fonctionnaires, notamment des directeurs fédéraux de tous niveaux, en proposant des cours d'introduction en politique publique et en gestion des affaires publiques à l'intention de 555 nouveaux spécialistes et en analyse et planification budgétaires à l'intention de 309 nouveaux spécialistes. M^{me} Pacheco est aussi une chercheuse et une universitaire qui centre ses travaux sur la réforme de l'État, les relations entre les sphères privées et publiques, la réglementation, la fourniture de services publics, la contractualisation de résultats dans le secteur public et les dirigeants publics. Elle est titulaire d'un doctorat en développement urbain et en environnement de l'Université de Paris-Est.

Moni Pizani (Venezuela)

[Original : anglais]

Moni Pizani a été nommée Directrice du Bureau pour les Andes du Secrétariat général ibéro-américain, basé à Lima depuis mai 2017, et dont elle s'occupe de l'ouverture. Avant cela, elle a été représentante de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en Équateur jusqu'en décembre 2016. Elle a également été la première Directrice régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes d'ONU-Femmes au Panama, avant quoi elle a été Directrice régionale pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est à Bangkok. De 2005 à 2010, elle a dirigé le Bureau sous-régional pour les Andes du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en Équateur. Elle a également exercé les fonctions de représentante adjointe du Fonds des Nations Unies pour la population au Venezuela, de Vice-Ministre des infrastructures et de Présidente de la Fondation pour le renforcement des communautés et l'essor des municipalités. Elle a mené un projet visant à améliorer les conditions de vie dans les quartiers ouvriers de Caracas. En 1989, elle a cofondé le Centre de recherche sociale, de formation et d'études des femmes, où elle a occupé le poste de Directrice exécutive pendant 15 ans. Elle a aussi été conseillère auprès de l'Assemblée nationale du Venezuela, de la délégation vénézuélienne à la Commission interaméricaine des femmes et du Ministère des femmes vénézuélien. De 1978 à 1985, elle a occupé différents postes au sein de l'Institut national des enfants mineurs et du Ministère de la famille, notamment ceux de Directrice du bureau juridique et de Chef des relations patronat-syndicats. M^{me} Pizani est avocate de formation et titulaire d'un master en gestion des programmes sociaux de l'Université Andrés Bello de Caracas.

Ora-orn Poocharoen (Thaïlande)

[Original : anglais]

Forte de plus de 13 ans d'expérience dans le service public, Ora-orn Poocharoen a été conseillère et chercheuse pour différentes institutions thaïlandaises, notamment le Bureau de la Commission de lutte contre la corruption dans le secteur public, le Bureau de la Commission pour le développement du secteur public, le Bureau du budget et la Banque mondiale, ainsi que pour des organisations telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Agence allemande de coopération technique, Transparency International, The Asia Foundation, Oxfam, l'Asian Productivity Organization et l'International Budget Partnership. Elle a récemment travaillé en tant que consultante sur la gestion des aptitudes dans le public secteur pour le Gouvernement indonésien. Elle a exercé diverses responsabilités à la Lee Kuan Yew School of Public Policy, où elle a été Vice-Doyenne chargée des affaires estudiantines, Présidente du Comité du Master

en administration publique, Coprésidente du Comité pour la qualité de l'enseignement et membre du Comité de recrutement. Avant de travailler à Singapour, elle a été chargée de cours à la Faculté de sciences politiques de l'Université Chulalongkorn (Thaïlande). Elle y a occupé les postes de Directrice adjointe du Département d'administration publique et de Directrice du programme de doctorat en sciences politiques. Elle fait partie du comité de rédaction du *International Public Management Journal* et a été éditrice associée de *Policy Sciences* en 2015. Ses articles ont été publiés dans des revues telles que *Public Management Review*, *Journal of Public Administration Research and Theory*, *Public Performance and Management Review*, et *Journal of Comparative Policy Analysis*. Parmi ses publications les plus récentes, on compte « Meritocracy in Asia Pacific » (2013) dans *Review of Public Personnel Administration*; « Collaboration, Coproduction, Networks: Convergence of Theories » (2015) dans *Public Management Review*; et « Performance Management of Collaborative Projects: the Stronger the Collaboration the Less is Measured » (2016) dans *Public Performance and Management Review*. Les domaines de recherche de M^{me} Poocharoen sont notamment la théorie de l'administration publique, la gestion publique comparative, la gestion des réseaux, la gestion des ressources humaines, la coproduction et la participation publique. Elle s'intéresse plus particulièrement à la manipulation des résultats, au rôle des consultants dans l'élaboration des politiques, à l'émergence des villes secondaires en Asie du Sud-Est et aux villes intelligentes. En 2015, elle a reçu l'Annual Teaching Excellence Award de l'Université nationale de Singapour. M^{me} Poocharoen est actuellement Doyenne de la Faculté de sciences politiques et d'administration publique de l'Université de Chiang Mai en Thaïlande et Professeur associé (mi-temps) à la Lee Kuan Yew School of Public Policy de l'Université nationale de Singapour.

Gowher Rizvi (Bangladesh)

[Original : anglais]

En avril 2009, Gowher Rizvi a été nommé Conseiller du Premier Ministre du Bangladesh, au rang de ministre. Il est également Représentant spécial du Premier-Ministre sur les questions extérieures et nationales, notamment pour ce qui est des relations avec les entités multilatérales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque asiatique de développement et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, des investissements étrangers, des organisations non gouvernementales, des réformes du service public, des affaires relatives aux minorités et aux tribus, de la mise en œuvre de l'Accord de paix de Chittagong Hill Tracts et du Groupe de l'innovation du Gouvernement. En sa qualité de Représentant de la Fondation Ford à Delhi, M. Rizvi a clairement redirigé l'attention de l'organisation vers les classes de la société qui sont traditionnellement les plus défavorisées, à savoir les femmes, les populations tribales et les dalits. Avant cela, il a notamment occupé les postes suivants : Vice-Recteur et Professeur d'affaires internationales à l'Université de Virginie de 2008 à 2010; Directeur de l'Institute of Government Innovations et chargé de cours en politique publique à l'Université Harvard de 2001 à 2008; Représentant de la Fondation Ford pour l'Asie du Sud de 1997 à 2001; Directeur adjoint pour la gouvernance et la société civile à l'échelle mondiale à la Fondation Ford de 1994 à 1996; Directeur des affaires contemporaines à l'Asia Society à New York de 1993 à 1994; Professeur invité dans le cadre du programme Arnold Bernhard au William College (États-Unis) en 1992; chargé de recherche dans le cadre du programme Macarthur et chargé de cours en politique au Nuffield College à l'Université Oxford de 1984 à 1993; Directeur de la Queen Elizabeth House et de l'University Centre for International Development de

l'Université Oxford de 1980 à 1984; et chargé de cours en études internationales et Directeur des études de deuxième cycle à l'Université de Warwick de 1976 à 1980. M. Rizvi a enseigné différents sujets qui ont fait l'objet de publications, notamment dans les domaines de l'histoire, de la politique, des politiques publiques et des relations internationales. On peut notamment citer : *The State of Access: Success and Failure of Democracies to Create Equal Opportunities* (2008); *Beyond Boundaries* (1997); *South Asia in a Changing International Order* (1993); *South Asian Insecurity and the Great Powers* (1986); *Bangladesh: the Struggle for the Restoration of Democracy* (1986); *Perspectives on Imperialism and Decolonization* (1984); *Linlithgow and India* (1978). Il est un membre fondateur et éditeur du *Journal of Contemporary South Asia*. M. Rizvi est titulaire d'un double diplôme de premier cycle (avec distinction) et d'un master de l'Université de Dhaka, et d'un doctorat du Trinity College (Oxford), et a été lauréat de la bourse Cecil Rhodes pour le Bangladesh et le Pakistan.

Abdelhak Saihi (Algérie)

[Original : anglais]

Abdelhak Saihi a commencé sa carrière dans l'administration publique en 1984 après des études à l'École nationale d'administration. En 1991, il a été nommé évaluateur des institutions publiques au Ministère de la santé. Avant cela, il a été Directeur général des institutions de santé publique. De 2013 à 2015, il a exercé la fonction de Secrétaire général du Ministère de la santé. Il a été membre du Comité de réforme des structures et des missions de l'État, membre du Comité de réforme du milieu hospitalier et chargé de la rédaction de la loi sur la santé. Il a représenté l'Algérie à des réunions des ministres de la santé dans le cadre du sommet Chine-Afrique et des réunions régionales des ministres de la santé de la Méditerranée. Il a été nommé Président-Directeur général de l'École nationale de management et de l'administration de la santé, où il a lancé l'idée de la formation initiale et continue des directeurs, dont il a supervisé la mise en œuvre. De 1999 à 2006, il a exercé en tant qu'expert des ressources humaines au Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé et a mis au point une formation aux ressources humaines pour 22 pays africains; il a également travaillé à la formation des gestionnaires avec le Fonds des Nations Unies pour la population. Depuis janvier 2016, il est Directeur général de l'École nationale d'administration et Président de l'Observatoire national du service public, où il est chargé de l'évaluation et du suivi des différentes formes de gouvernance publique, de l'utilisation de l'informatique et des communications et de la modernisation de l'administration publique. En tant que Professeur à l'Université d'Alger, à l'Université de Blida et à l'École nationale d'administration d'Algérie, il a enseigné la formation des gestionnaires de l'administration publique et a fait des recherches dans ce domaine. Il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques sur l'administration publique dans des revues nationales et internationales. Il a également participé à l'organisation de plusieurs conférences nationales et internationales sur la gestion et l'innovation dans l'administration publique. M. Saihi est titulaire d'un doctorat de l'Université Paris-Dauphine en gestion et gestion des organisations publiques.

Andrei Soroko (Fédération de Russie)

[Original : anglais]

Andrei Soroko est Directeur du Département de la fonction publique et des ressources humaines du Gouvernement de la Fédération de Russie, où il veille à l'application de la politique relative aux agents de l'État, des règlements relatifs à la fonction publique et des mesures de lutte contre la corruption, et aux bonnes relations entre l'État et la société civile. Avant cela, il a été Directeur adjoint du Département de la fonction publique et des ressources humaines et Directeur adjoint du Département administratif. En 2014, il a dirigé la Division de l'informatique et de l'administration publique de l'Institut de technologies innovantes et d'administration publique de l'Université technologique de Moscou, et a participé à la mise en place d'accords de partenariat avec des instituts scientifiques, des centres d'enseignement et des entreprises dans plusieurs pays. Il est actuellement membre du Conseil universitaire de l'Institut international de la fonction publique et d'administration qui dépend de l'Académie présidentielle russe d'économie nationale et d'administration publique, et membre du comité de rédaction de *Gosudarstvennaya Sluzhba*, revue qui traite les questions liées à la fonction publique. En 2010, M. Soroko a été nommé membre de la Commission de réforme administrative, une agence chargée de coordonner les entités fédérales du pouvoir exécutif, ainsi que les organisations et associations publiques concernées par la réforme administrative. Il est titulaire d'un doctorat en économie et a reçu plusieurs distinctions publiques.
